

Un congrès si peu extraordinaire.....

Déclaration de François ASENSI , Député

Je veux ici exposer les raisons pour lesquelles je n'ai pas voté le texte du Conseil national intitulé base commune.

1 – En premier lieu ce texte n'a été approuvé que par 88 membres du Conseil national sur 230 ; cette faible participation souligne le peu de motivation des responsables du PCF et une manifeste perte de confiance. Cela est confirmé par les résultats du scrutin puisque la base commune avec 21967 voix représente 27,88 % des 78779 inscrits et 16,39 % des 134000 adhérents revendiqués par le parti. On m'objectera que le pourcentage sur les votants avec 60 % des suffrages est plutôt flatteur. Mais indique-t-il une vraie tendance ? A chacun d'en juger.

2 – Les rédacteurs de cette contribution n'ont pas accepté les conclusions de l'assemblée générale qui avait donné mandat aux dirigeants du parti de proposer aux communistes toutes les options ouvertes, en vue d'un congrès véritablement exceptionnel. N'était-ce pas la moindre des choses pour faire face à la crise existentielle du parti communiste en France (22,5 % aux présidentielles de 1969, 1,93 % en 2007).

3 – La seule option en discussion comme en atteste ce texte est celle de la continuité. Rien ne changera malgré les formules ressassées et les promesses jamais tenues par le passé. Par exemple « nous ferons mieux vivre la diversité » « nous voulons transformer en profondeur le parti » alors que Marie-George Buffet prépare une gouvernance dite « homogène » écartant les autres sensibilités au nom paraît-il de l'efficacité... mais de quelle efficacité s'agit-il ?

4 – Nous restons la formation façonnée par sa matrice originelle bolchevique de parti guide auto proclamé, et de dirigeants infaillibles qui s'exonèrent de toute auto critique. Ces mêmes dirigeants désigneront comme toujours leurs propres successeurs. De cette culture du siècle dernier, dans sa déclinaison « parti », aucune formation communiste au monde n'a réussi à s'en extraire pour se transformer, ni même pour se réformer. La représentation sociale démocrate du socialisme est quant à elle de la même façon invalidée. Tous les partis socio démocrates européens sont en crise. Une crise qui n'offre aucun débouché politique, si ce n'est l'abandon même du socialisme et son ralliement aux politiques de troisième force, d'accompagnement du néo libéralisme.

5 – En guise de stratégie, le Conseil national propose à nouveau l'alliance formelle avec une formation socialiste dans un rapport de force totalement déséquilibré et qui nous donne peu de prise sur les orientations de ce parti. Les dirigeants de cette formation dans la préparation de leur congrès prônent d'ailleurs ouvertement un accompagnement du social libéralisme et au mieux, une régulation des marchés financiers, voire une alliance avec le MODEM. Les inclinaisons gauchisantes de circonstance et tactiques (crise financière et congrès obligent), ne sont guère convaincantes.

6 - Jamais ce texte n'affiche la nécessité d'une rupture avec une stratégie d'union qui a été un échec et arrive aujourd'hui en fin de cycle. Cette action a

concouru à notre déclin jusqu'à notre effacement dans l'espace politique français. Deux remarques à ce stade. - a) Rupture ne signifie pas pour moi renoncer à faire évoluer un PS à gauche et, il va sans dire, ne procède à aucune exclusive envers cette formation et ses militants qui ont leur place dans le rassemblement majoritaire. - b) Je ferais également une mauvaise analyse si je faisais porter sur le PS nos difficultés existentielles et notre incapacité à évoluer. La raison principale de notre déclin est en nous.

7- Continuer comme par le passé dans une union dans laquelle nous avons très peu de prise, dans laquelle nous exerçons peu d'influence et qui sert uniquement de réservoir de voix à nos alliés, c'est assurément s'enfermer dans un autisme politique. C'est notre propre utilité déjà fort mal reconnue par l'opinion qui sera plus que jamais remise en question. Dès lors, l'offre politique d'Olivier Besancenot et du NPA aura de beaux jours devant elle.

8 – Pour conclure ce texte, l'orientation proposée par le Conseil national et son refus du changement hypothèquent l'avenir de l'espace communiste en France, son histoire et sa culture. Sans véritable influence, sans une force politique pour porter nos idéaux, notre projet, nous sommes réduits à l'impuissance. Ce silence des communistes fait douter de notre utilité et détourne de nous l'opinion publique, les salariés, les chômeurs, les jeunes, les précaires, vers d'autres offres politiques. C'est là l'explication du 1,93 % de l'élection présidentielle. Alors que l'idée communiste n'a pris aucune ride dans un monde globalisé où la crise du capitalisme, véritable crise systémique fait rage, c'est uniquement le communisme politique du siècle dernier auquel nous restons liés, qui a été invalidé par l'histoire et pas le beau nom de communisme. Ce communisme politique dont nous sommes issus a produit le goulag, les états totalitaires liberticides. Nous pouvons dire avec raison que nous avons pris des distances avec cette perversion de notre idéal, reste que l'histoire retiendra ses traits les plus abjects. Si nous voulons faire vivre l'idée généreuse et magnifique du communisme et lui garantir un futur dans ce nouveau siècle, une rupture politique franche sans appel, s'impose. Si nous voulons garder et développer un espace communiste reconnu et identifié, le cheminement avec d'autres dans une nouvelle force d'émancipation humaine de transformation sociale s'impose comme une nécessité absolue. L'avenir du communisme ne dépend pas que de nous.

9 – D'autres forces, d'autres mouvements, d'autres formations sous des formes et dans des rythmes divers, porteront la lutte d'émancipation, et sa visée communiste. Les partis naissent et meurent, les idées restent quand elles sont universelles. Si nous voulons être de ce mouvement pour l'humanité, sachons percevoir qu'une communauté de destins nous lie à d'autres. Et ils sont innombrables. Il faut être aveugle et sourd pour ne pas le comprendre.

François ASENSI
Député
Maire de Tremblay-en-France

NB - En Seine-Saint-Denis nous attendons toujours une ébauche sérieuse d'analyse sur la perte du Conseil général et de plusieurs villes communistes emblématiques : Montreuil, Aubervilliers, Pierrefitte. Si ces défaites ne peuvent être de la responsabilité du seul PC, pourquoi n'avons-nous jamais riposté sur le fond aux agressions du PS de Seine-Saint-Denis ? Comment dès lors prétendre que la séquence électorale clôt ce chapitre, et demander ensuite aux communistes de reproduire la gauche plurielle, pour la présenter comme un nouvel horizon indépassable ? Dois-je rappeler ici les calomnies qui ont servi d'argument aux socialistes de Seine-Saint-Denis lors des élections municipales, cantonales et même législatives ? Exemple : « les communistes spécialisent les territoires pour y faire vivre les pauvres », « ils en espèrent des dividendes électoraux », « ils refusent toute mixité sociale, ils rejettent les cadres », « ils appartiennent au passé », « ils sont responsables de l'insécurité dans les villes ». C'est sur ce fond de commerce que le PS a gagné à notre détriment des villes et le Département. Jamais la Secrétaire nationale du PCF élue de Seine-Saint-Denis, ni la direction fédérale n'ont opposé à ces contre vérités les ripostes nécessaires. Au lieu de cela, nous répétions sans arrêt « union union avec le PS » comme si notre sort dépendait de son bon vouloir unitaire. Nous avons payé cher ce silence... car tout de même : qui a chassé les ouvriers de la capitale ? Qui rejette aujourd'hui les cadres, les jeunes diplômés de Paris ? Qui a créé cet insupportable apartheid social qui à l'instar de toutes les métropoles du monde, produit les banlieues du mal vivre, si ce n'est le capitalisme prédateur de vie ? De tout cela, silence dans les rangs socialistes.

Le 7 novembre 2008